

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 13/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CSP (Centre Spécialités Pharmaceutiques)**

ZA La Barogne  
BP 44  
77230 Moussy-le-Neuf

Références : E/26 -0290  
Code AIOT : 0006508798

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement CSP (Centre Spécialités Pharmaceutiques) implanté ZA La Barogne B.P. 44 77230 Moussy-le-Neuf. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait pour objet de vérifier le respect de la société CSP des prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2025/DRIEAT/UD77/074 du 22 mai 2025.

L'inspection des installations classées a également vérifié l'intégration dans le POI des nouvelles dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CSP (Centre Spécialités Pharmaceutiques)
- ZA La Barogne B.P. 44 77230 Moussy-le-Neuf
- Code AIOT : 0006508798

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société CSP prend en charge les produits de santé dès leur sortie de production et assure pour le compte des laboratoires leur stockage et leur distribution. La société CSP est une installation classée protection de l'environnement (sous le régime seveso seuil bas) et est titulaire d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter DCSE/BPE/IC n°2018/44 portant autorisation d'exploiter l'extension de l'entrepôt existant de stockage de matières combustibles situé zone d'activités de la Barogne, 3 avenue des 22 Arpents sur le territoire de Moussy-le-Neuf (77 230).

L'exploitation comporte un nombre important d'équipements sous pression soumis au suivi en service par l'arrêté ministériel du 20/11/2017.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 2

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article divers	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	3 mois
3	Dispositions relatives au POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective	4 mois
4	Premiers prélèvements environnement aux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective	4 mois
5	Remise en état en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Étude des effets thermiques (entrepôt couvert soumis à la rubrique 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que la société CSP a satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2025/DRIEAT/UD77/074 du 22 mai 2025. L'exploitant a mis en place une stratégie afin de s'assurer du respect de la règle de calcul (respect du seuil Seveso). Toutefois, cette stratégie nécessite d'être améliorée afin de permettre de vérifier rapidement le respect de ladite règle.

En ce qui concerne les premiers prélèvements environnementaux et la remise en état suite à un accident majeur, l'exploitant n'a pas encore intégré les nouvelles dispositions dans son POI. A la suite de la visite d'inspection, les mesures nécessaires ont été entreprises. Le POI mis à jour doit être transmis à l'inspection des installations classées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article divers
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des stocks
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/08/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>CHAPITRE 9.1 ENTREPÔT</p> <p>ARTICLE 9.1.1. CARACTÉRISTIQUES Cf. annexe à diffusion restreinte</p> <p>----</p> <p>ARTICLE 9.1.8.1. État des stocks L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.</p>

Cet état des stocks doit permettre de vérifier à tout instant la nature des produits et les quantités maximales autorisées. Cet état des stocks doit permettre à tout instant de vérifier rapidement le respect de la règle de cumul définie à l'article 1.2.1 du présent arrêté. Un plan général des stockages est annexé à cet état. Cet état est synthétique et rapidement exploitable pour l'intervention des services d'incendie et de Secours.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2024, il a été constaté que l'exploitant ne respecte pas l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de son arrêté préfectoral DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10/07/2018 en stockant des liquides inflammables et des aérosols dans des cellules non autorisées à cet effet (Suite n°20241216-6).

Il a également été constaté qu'aucun état des stocks ne permet d'assurer que les quantités maximales indiquées à l'article 9.1.1 de l'arrêté du 10/07/2018 sont respectées. Il est par ailleurs indiqué un tonnage à respecter pour la cellule 11 (Suite n°20241216-7).

Au regard de ces constats le Préfet de Seine-et-Marne a mis en demeure la société CSP, par arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/074 du 22 mai 2025, de respecter sous un délai de 3 mois les prescriptions suivantes :

- article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10/07/2018 en stockant, dans les quantités autorisées, les matières dangereuses relevant des rubriques 43XX dans les cellules autorisées à cet effet,
- article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10/07/2018 en garantissant le respect des quantités maximales de produits stockés dans les cellules suivantes : « aérosols » et C7 à C9.

Par courrier du 14 novembre 2025 l'exploitant a indiqué que des palettes de produits relevant des rubriques 4xxx peuvent être mal stockées par maladresse, ou saturation des cellules de stockage. Un contrôle de conformité de stockage a ainsi été mis en place. Ces contrôles sont communiqués au Directeur de site, au Directeur d'exploitation et aux responsables de la gestion des stocks, afin de repositionner ces palettes dans les bonnes cellules de stockage le plus rapidement possible. Ce contrôle a lieu tous les 15 jours.

Lors de la visite du 23 janvier 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection les différentes mesures mises en place afin de garantir la conformité des stockages au regard des capacités autorisées dans l'arrêté préfectoral de 10 juillet 2018. En effet, un état de stock journalier (dit État des stocks POMPIER) est édité à six heures du matin permettant de vérifier le respect des quantités autorisées à l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Cet état des stocks détaille le tonnage et la nature des produits stockés dans chacune des cellules ainsi qu'une vue sur la quantité de stockage globale sur le site selon la nature du produit (rubrique ICPE).

Par ailleurs, l'Inspection a constaté que les noms des cellules figurant dans l'état des stocks étaient différents de ceux indiqués dans l'arrêté d'autorisation. L'exploitant a pu établir la correspondance des noms des cellules entre les deux documents (transmission du 30 janvier 2026).

L'exploitant a rappelé que la cellule 11 n'est pas une cellule dédiée au stockage mais à la réception de la marchandise.

L'Inspection a également constaté une erreur dans la capacité de tonnage de la cellule aérosols figurant à l'article 9.1.1 de l'arrêté d'autorisation. En effet, le tonnage maximal indiqué dans cet article est limité à 8 tonnes alors que le site est autorisé à recevoir 80 tonnes d'aérosols stockés exclusivement dans cette cellule. De plus, l'étude de dangers ainsi que les modélisations prévues dans le dossier d'autorisation initial prévoient également 80 tonnes comme capacité maximale de stockage.

Aussi, une modification de l'article 9.1.1 semble être nécessaire afin de prendre en compte d'une part l'organisation actuelle des cellules et leur appellation et d'autre part corriger l'erreur relative à la capacité de stockage d'aérosols.

En ce qui concerne spécifiquement le stockage des liquides inflammables et aérosols, l'exploitant dispose, comme indiqué dans son courrier du 14 novembre 2015, d'un suivi de la conformité du stockage par cellule et par nature de produit stocké. Cet état de stock est édité tous les vendredis. Il permet de détecter si des produits sont stockés dans une cellule non appropriée. Il indique également la conformité de la hauteur des stockages. L'inspection des installations classées a contrôlé les deux derniers états des stocks (sur les deux dernières semaines). Ceux-ci indiquaient plusieurs stockages non-conformes qui ont été retirés et remis dans les cellules autorisées.

Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté que le stockage d'aérosols et des liquides inflammables étaient conformes.

Au regard des éléments précités, l'inspection des installations classées considère que les dispositions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 22 mai 2025 sont respectés.

Respect des règles de cumuls :

Lors de la visite d'inspection du 23 janvier 2026, l'Inspection des installations classées a interrogé l'exploitant sur les mesures mises en place pour vérifier le respect de la règle de cumul sur site. L'exploitant a présenté la stratégie mise en place. Celle-ci consiste à réaliser sur un logiciel spécialisé, appelé "ClassIC" et alimenté par l'état des stocks sur site selon chaque produit et ses propriétés de dangers, la conformité des installations quant à la règle de cumul.

Ce logiciel permet sous une heure de disposer de la situation administrative du site au regard du respect du seuil Seveso. Toutefois, au regard du nombre de produits et le nombre d'entrepôts important dont dispose la société CSP, l'exploitant a indiqué que cette vérification de la situation administrative se fait chaque vendredi. Sur le reste de la semaine, le respect des seuils est vérifié au travers le stock pompier indiquant les quantités totales de produits à respecter par cellule et par types.

L'inspection des installations classées considère, malgré les efforts mis en place par l'exploitant, que cette stratégie n'est pas suffisante pour garantir à tout moment le respect de la règle de cumul. L'exploitant doit mettre un moyen lui permettant de détecter rapidement les dérives sans attendre le calcul hebdomadaire établi sur le logiciel ClassIC. L'exploitant s'est engagé, malgré la difficulté technique rencontrée, de mettre en place une solution lui permettant de vérifier rapidement le respect de la règle de cumul.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Suite n° 23012026-1 :** L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un rapport de connaissance relatif à la nouvelle organisation des cellules et la correction de la capacité maximale relative à la cellule de stockage des aérosols.

<b>Suite n° 23012026-2</b> : L'exploitant mettra en place des mesures lui permettant de vérifier rapidement le respect de la règle de cumul sur site.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure
<b>Proposition de délais</b> : 3 mois

**N° 2** : Étude des effets thermiques (entrepôt couvert soumis à la rubrique 1510)

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Étude des effets thermiques (entrepôt couvert soumis à la rubrique 1510)
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/06/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« 1. Étude des effets thermiques</p> <p>« L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>« Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p> <p>« 2. Mesures à prendre</p> <p>« A. Lorsque l'étude précitée met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/m2 en limite de site, l'exploitant met en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m2 :</p> <p>« - soit un système d'extinction automatique d'incendie ;</p> <p>« - soit un dispositif séparatif REI 120 conformes aux dispositions prévues par le point 6 de l'annexe II. afin de réduire la surface maximale des cellules à 3 000 m2 ainsi que des dispositifs de désenfumage conformes aux dispositions prévues par le point 5 de l'annexe II. Le dépassement des murs REI 120 en toiture peut être remplacé par un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture. L'exploitant vérifie la compatibilité du dispositif mis en place avec le comportement au feu de la structure. Les justificatifs associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Cette disposition n'est pas applicable aux cellules frigorifiques à température négative.</p>

<p>« B. Lorsque, après mise en place le cas échéant des mesures indiquées au A, subsistent, en cas d'incendie, des effets thermiques de plus de 8 kW/m<sup>2</sup> en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre. Il prend, dans les trois années qui suivent l'échéance de remise de l'étude, les mesures permettant que les effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup> soient contenus dans les limites du site ou des zones ne faisant l'objet d'aucune occupation permanente au moyen, si nécessaire, de la diminution et réorganisation des stockages, la mise en place d'un dispositif séparatif EI120, la mise en place d'un dispositif de refroidissement ou de tout autre moyen de fiabilité et d'efficacité équivalentes pour réduire les effets thermiques.</p> <p>« S'il existe, le dispositif de refroidissement, est un dispositif fixe, dont le déclenchement est asservi à la détection automatique d'incendie, et faisant l'objet de tests périodiques renouvelés au moins une fois par mois.</p> <p>« Toutefois, lorsque la zone considérée est incluse dans le périmètre d'installations classées pour la protection de l'environnement et tant qu'un arrêté préfectoral permet de s'assurer de l'absence d'occupation permanente dans la zone, ces dispositions ne sont pas applicables.</p> <p>« C. Lorsque, après la mise en place, le cas échéant, des mesures indiquées au A ou B, subsistent des effets thermiques en cas d'incendie de plus de 8 kW/m<sup>2</sup> au-delà des limites de site</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 16 décembre 2024, il a été demandé à l'exploitant de justifier que les travaux réalisés courant 2024 supprime bien le risque, en cas d'incendie, d'effets thermiques de plus de 8 KW/m<sup>2</sup> en dehors des limites de propriétés du site et « atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente » précisé au point B du « 2. Mesures à prendre » de l'annexe VIII de l'arrêté du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (Suite n°20241216-5).</p> <p>Par courrier du 14 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les modélisations des effets thermiques réalisées à la suite de l'application du flocage sur le mur concerné ainsi que les fiches relatives aux matériaux utilisés. Toutefois, lors d'un échange le 19 novembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'administration que les travaux ont été effectués sur le mauvais mur et qu'un devis pour de nouveaux travaux sera réalisé en décembre pour une intervention souhaitée au premier trimestre 2026.</p> <p>Lors de la visite du 23 janvier 2026, l'exploitant a confirmé à l'inspection des installations classées que l'intervention sur le bon mur a été réalisée. Les justificatifs ont été transmis par courriers des 30 janvier et 13 février 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Dispositions relatives au POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Premiers prélèvements environnementaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</li> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur</li> </ul>



<p>et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'un devis a été sollicité auprès d'un bureau spécialisé afin d'établir la liste des produits de décomposition des produits stockés sur le site de Moussy-le-Neuf et assurer les premiers prélèvements dans les milieux (eau, air, sol, végétaux) à la suite d'un accident sur site. Le devis signé en date du 27 janvier 2026 a été transmis à l'Inspection. La commande a été effectuée le 29 janvier 2026. Les justificatifs ont été transmis à l'Inspection le 30 janvier 2026.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'est pas prévu que des salariés de la société CSP interviennent pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux. Le prestataire assure l'ensemble des opérations prévues par cette prestation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Suite n° 23012026-3 :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le POI mis à jour intégrant les dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux ainsi que la liste des produits de décompositions recherchées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

#### N° 4 : Premiers prélèvements environnementaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disponibilité pour la réalisation des prélèvements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une commande a été effectuée le 29 janvier 2026 pour assurer par un prestataire externe les</p>

premiers prélèvements environnementaux à la suite d'un accident (cf point de contrôle n°3). Le contrat n'est pas encore établi.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Suite n°23012026-4:</b> L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le contrat signé établi avec le prestataire externe et relatif aux premiers prélèvements environnementaux. Il justifiera de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 5 : Remise en état en cas d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Respect des dispositions prévues
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Le POI transmis en octobre 2025 ne comprend pas les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Suite n°23012026-5 :</b> L'exploitant mettra à jour le POI en intégrant les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois